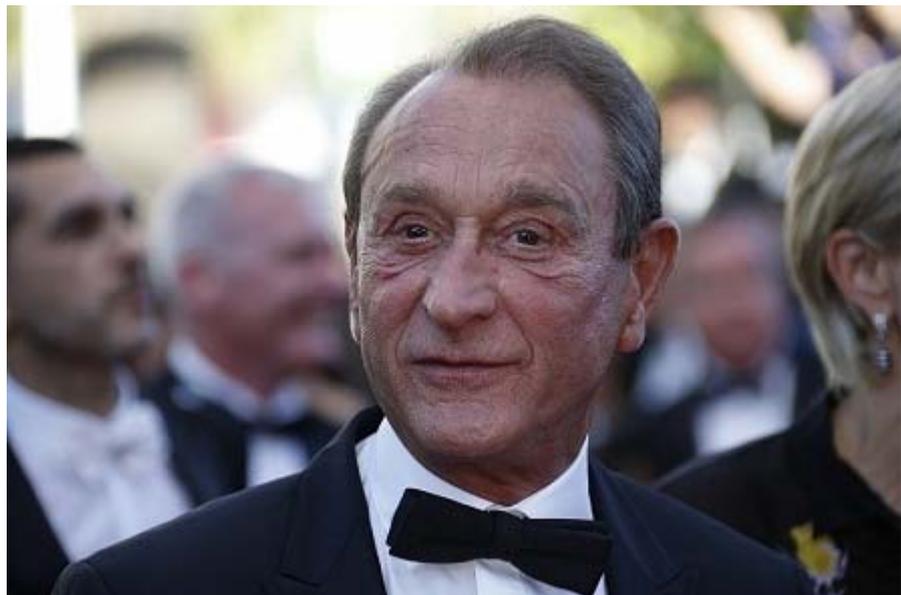


radio
LA VOIX DE LA RUSSIE

Quand Delanoë détruit le patrimoine historique de Paris



@ Photo : AFP

Lorsque le maire socialiste d'une des plus grandes capitales culturelles du monde détruit le patrimoine des parisiens, il y a peu de journalistes pour dénoncer un scandale qui pourtant devrait défrayer la chronique. Champion toute catégorie de la culture dans les années 80 et 90, le Parti socialiste s'était forgé une image de défenseur des arts et d'ami du patrimoine. A travers le très controversé Jack Lang, le parti avait imposé comme une constante incontournable le volet culturel, devenu une véritable arme politique, un relai entre socialisme, patrimoine et citoyens français. Mais aujourd'hui, les temps changent... mais dans une autre direction que celle annoncée par le célèbre slogan du président François Hollande.

Le « maintenant », c'est en effet la destruction de façades datant de l'époque du plus célèbre préfet de Paris, Georges-Eugène Haussmann, qui avait remodelé sous le Second Empire la ville de Paris. Ainsi a disparu sur une centaine de mètres un pan du patrimoine architectural de Paris, sans compter une maison datant de l'époque de Louis XVI, rasée pour permettre à d'autres de faire fructifier leurs affaires. Le plus étonnant est que cette destruction va profiter au groupe LVMH, dont le patron n'est autre que M. Bernard Arnault. Pour mémoire, c'est un des hommes les plus riches du monde, sa fortune étant la première de France et d'après le classement du magazine *Forbes*, à la 10e position mondiale en 2013... soit la bagatelle d'environ 29 milliards de dollars, rien que cela. L'homme est aussi connu pour être l'un des amis proches de Nicolas Sarkozy dont il fut en 1996 l'un des témoins lors de son premier mariage avec Cécilia Sarkozy. Il fit même partie des invités du tristement célèbre « banquet de la victoire » au *Fouquet's* un soir d'élection présidentielle en 2007.

En avalisant la destruction de ce patrimoine rue de Rivoli, Bertrand Delanoë montre bien que derrière les batailles médiatiques, les clivages politiques entre la droite et la gauche n'existent plus depuis de nombreuses années. Le projet aurait toutefois dû attirer l'attention du maire et de son équipe. En détruisant irrémédiablement ce patrimoine historique, la mairie de Paris démontre qu'une porte a été ouverte, une ouverture très dangereuse vers un non-respect total des intérêts immédiats de la ville de Paris et de ses habitants. Cette ville, nous le rappelons, est la plus visitée au monde... son patrimoine est donc son plus précieux capital. Dans un pays qui accueille plus de 80 millions de touristes chaque année, nous pouvons sérieusement nous demander : « *mais comment peut-on raser des pans de notre histoire à l'heure actuelle ?* »

Cela est possible à Paris, avec son maire socialiste, Bertrand Delanoë. Mais que reste-t-il vraiment du socialiste et du socialisme ? Pour le premier questionnement, il semble bien que cette appartenance politique ne puisse guère lui être attribuée qu'en pointillé, lorsque nous apprenons que la Commission du vieux Paris, chargée de donner son avis sur les projets d'urbanisme et composée de spécialistes du patrimoine, n'a pas été consultée... Ce fait n'est d'ailleurs pas un coup d'essai puisque que l'avis de la commission a été sciemment ignoré en ce qui concerne la conservation de la halle Freyssinet dans le XIIIe

arrondissement, qui ne fut sauvée in extremis, que par son classement comme monument historique par le gouvernement Fillon. Un bel exemple donc de compromission et d'autoritarisme du pouvoir, ici au sein de la commune de Paris, mais que nous remarquons à tous les niveaux de l'Etat.

Certes M. Chirac, lors de ses mandats de maire, ne fut pas exempt de critiques et accusé de nombreuses atteintes au patrimoine. Nous aurions pu espérer de l'intérêt affiché et brandi par les socialistes pour la culture et le patrimoine, un autre comportement que celui de « se coucher » devant quelques hommes d'affaire, aussi puissant soient-ils d'ailleurs. Dans un article plus précis, l'Observatoire des subventions va beaucoup plus loin (<http://www.observatoiredessubventions.com/2013/les-promesses-non-tenues-de-delanoe/>) et indique que la fameuse commission est désormais muselée avec l'interdiction formelle de communiquer avec les journalistes, sans qu'il soit précisé quel châtiment serait réservé au contrevenant qui oserait allumer un projecteur sur les activités en matière d'urbanisme de l'équipe de Bertrand Delanoë... Il est intéressant de noter que la vénérable commission créée en 1897 est présentement présidée par le maire en personne !

Etrange conception des garde-fous du pouvoir que de confier un tel poste à celui qui possède également le pouvoir de décision de détruire ou de préserver. La commission, bien entendu, ne doit pas avoir souvent l'insigne honneur de voir dans ses murs le respectable maire. Elle est en effet présidée par une adjointe du maire, en l'occurrence Madame Danièle Pourtaud, qui exerce cette fonction en son nom. Douze autres conseillers municipaux de Paris siègent au sein de la commission ainsi qu'un parterre de personnes vraiment qualifiées mais n'ayant, nous l'avons vu, que le pouvoir de donner un avis, malgré leur statut d'autorité technique en la matière, ainsi que le droit de se taire pour ne pas déranger des projets tel que la reconstruction d'un magasin aussi emblématique que La Samaritaine. Petit clin d'œil cocasse et cynique à la face de l'histoire, Bertrand Delanoë fut l'un des parlementaires parmi les plus actifs au sein de la Ligue des droits de l'Homme. Un paradoxe, qui lorsque l'on se trouve au pouvoir, n'est plus guère encombrant. Le maire de Paris est d'ailleurs depuis longtemps sujet à controverse. Notamment et surtout dans la gestion de la ville de Paris. Gestion dénoncée par le journaliste Dominique Foing dans son livre *Comptes et légendes de Paris de la gestion Delanoë*, paru en 2011. Le journaliste y dénonce une augmentation vertigineuse des dépenses de plus de 44 %, accompagnée d'une hausse des impôts locaux entre 2001 et 2011 de plus 70 %. Dans le même temps, la dette de la ville de Paris qui était relativement faible à l'arrivée de Bertrand Delanoë aurait augmenté de plus d'un milliard d'euros, et les dépenses de fonctionnement de plus de deux milliards d'euros, sans compter le recrutement de 8 000 nouveaux fonctionnaires et agents de la ville de Paris. N